

UNE ARROGANCE AUSTRALIENNE AU MIROIR DE SON VOISINAGE OZ is Threatening you ?

FABRICE ARGOUNES
IEP BORDEAUX
fabriceargounes@hotmail.com

« la position prise par Howard est franchement arrogante »

Roilo Golez, Ministre de la défense des Philippines, 2002.

« Je ne pense pas que tous les australiens suivent cette attitude arrogante de John Howard »

Mohamad Mahathir, premier ministre malais, 2002.

« L'arrogance australienne n'a aucune limite »,

Mickaël Somare, premier ministre de Papouasie Nouvelle-Guinée, 2003.

« Terreur de la région et nation arrogante »,

Manasseh Sogavare, premier ministre des îles Salomon, 2006.

« Je pense que cela est typique de l'arrogance de votre peuple, de vos leaders, de traiter notre région comme cela »,

Mickaël Somare, 2006.

L'Australie serait elle arrogante ? En tout cas son image internationale ne paraît plus répondre aux vœux de Gareth Evans, ancien ministre des affaires étrangères travailliste, au sujet du développement d'un « *bon citoyen international australien* ». Depuis l'élection du Libéral John Howard comme Premier Ministre en 1996, l'Australie semble se perdre dans un suivisme américain souvent perçu comme caricatural, depuis la guerre contre le terrorisme jusqu'au refus du protocole de Kyoto¹, et particulièrement depuis l'intervention en Irak en 2003², qui place le pays en marge du multilatéralisme. La baisse de son pouvoir d'attraction se retrouve aussi dans les enquêtes d'opinion publique menée dans la région Asiatique. L'Australie reste pourtant acteur de la communauté internationale, et encourage les grandes transformations du système international de l'après guerre froide, en épousant les valeurs et le discours démocratique du système des Nations Unies, en acceptant l'équilibre entre puissances de la zone pacifique tout en encourageant l'hégémonie du gendarme de la planète. Le pays se revendique même comme puissance régionale, porteur de normes internationales auprès des ses voisins. Alors, entre ces deux présentations, le pays des wallabies semble poser question à l'éthique internationale autour de l'effacement des principes de moralité internationale derrière l'intérêt national. Comme l'évoque *Richard Ned Lebow* à propos de la puissance américaine, Cette perception de l'Australie ne correspond plus à l'évolution des critères économiques, politiques et culturels qui exposent au contraire une présence plus forte de l'Australie dans son environnement international³.

La dénonciation de son arrogance apparaît alors comme objet d'étude légitime des relations internationales. Le terme lui-même est souvent associé aux nations, aux peuples, facilement

¹ L'Australie n'a pas ratifié le protocole de Kyoto.

² Le gouvernement australien de John Howard a envoyé des soldats aux côtés des Etats-Unis, au sein de la coalition internationale.

³ Ned Lebow Richard, "Outlines of a theory of International Relations", *International Affairs*, Vol 82, Number 3, May 2006, pp 449-466.

anthropomorphisés, jusque dans le *Dictionnaire culturel en langue française* qui évoque la possible arrogance d'un pays, mêlant hommes politiques et peuple dans une arrogance nationale. Celle-ci et ses synonymes⁴, tous peu ou prou présents dans les interactions diplomatiques décrites ici, semble revenir régulièrement dans les discours de certains dirigeants, qui relèvent des affronts à l'intégrité ou à l'indépendance de leur nation. Tout en rappelant que les critiques peuvent être sincères ou feintes afin de stigmatiser l'interlocuteur australien, pour telle ou telle raison.

La position unique de l'Australie comme Etat culturellement et politiquement occidental, comme allié intime des Etats-Unis d'Amérique au cœur d'une région asiatique et pacifique a créé un point de fixation sur les craintes asiatiques et océaniques concernant leur souveraineté, exacerbées par la menace politique, militaire et culturelle potentielle liée à la présence australienne/occidentale/américaine.

Notre intervention cherche donc à discerner la violence symbolique, réelle ou supposée, contenue dans les pratiques discursives et certaines interventions du gouvernement australien, et à comprendre ses effets sur les voisins de Canberra au travers des dénonciations d'un manque de respect, de mépris et surtout d'arrogance australienne aux limites de la stratégie de puissance régionale. Nous définissons ici la violence symbolique autour des définitions de Pierre Bourdieu, comme révélatrice du difficile usage du pouvoir symbolique : « *pouvoir de constituer le donné en l'énonçant, d'agir sur le monde en agissant sur la légitimité des mots et des personnes qui les prononcent et il n'opère que dans la mesure où ceux qui le subissent reconnaissent ceux qui l'exercent*⁵ ». En marge de cette violence symbolique perçue comme signification imposée « *comme légitime en dissimulant les rapports de force*⁶ », notre intervention cherche à distinguer l'humiliation par rapport à l'image revendiquée, c'est-à-dire le moment de perception d'un rapport de force. Par ces blessures infligées aux voisins océaniques ou asiatiques, nous pouvons présenter les apparitions, dans les discours, de cette supposée *Arrogante Australie*. Le pays semble alors faire disparaître la prudence politique (*phronesis*) derrière les nouvelles menaces contemporaines, et le choix d'une prise en main de son environnement immédiat au nom de la défense décomplexée de ses intérêts nationaux. Les pratiques discursives apparaissent alors comme reflet des tentatives de domination d'une puissance régionale dans son environnement proche.

Le ressentiment face à la violence symbolique semble surtout apparaître dans les coutures de la cuirasse de légitimité portée par l'Australie au nom d'un certain ordre international. Pour reprendre les termes de *Robert Cox*, cette violence est dénoncée au moment où « *les pays subissant des relations de domination, ne retrouvent plus leurs intérêts* » dans la conception australienne, sur modèle américain, de l'ordre mondial. Mais contrairement aux Etats-Unis, les pratiques discursives dénonçant certaines déclarations ou actions de la puissance moyenne australienne se limitent à sa zone géographique proche, une sous-région englobant l'Asie du Sud-est et surtout le Pacifique Sud, car l'Australie n'est qu'une puissance régionale, et si les offenses rhétoriques entre l'Australie et certains voisins, existent dans les décennies précédentes⁷, les cas d'étude les plus nombreux portent l'ère Howard, premier ministre libéral depuis 1996⁸.

Nous étudierons d'abord (1), les offenses rhétoriques perçues par les voisins asiatiques en réponse à l'utilisation des expressions associées à la politique de la superpuissance américaine, lourdes de menaces pour les espaces de souveraineté des Etats voisins et la normativité juridique dans la région. L'enjeu des termes se retrouve également autour de l'utilisation d'*Etat défaillant* (2) pour présenter certains voisins, qui semble porter en lui une ingérence australienne.

Dans le Pacifique Sud, Les diverses réactions (3) suscitées par la politique de la grande puissance répondent spécifiquement à une forme de violence symbolique, l'activité australienne dans les affaires intérieures des voisins océaniques au nom de la bonne gouvernance, jusqu'à la négation de la souveraineté et des normes diplomatiques.

⁴ Insolence, mépris, dédain, morgue, suffisance, orgueil, fierté, supériorité....

⁵ Bourdieu Pierre, *Réponses*, Paris, Seuil, 1992, p 123.

⁶ Bourdieu Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Droz, Paris, 1972, p 15.

⁷ Ainsi les violentes invectives entre le premier ministre australien Paul Keating (1991-1996) et le premier ministre malais, le Docteur Mohamad Mahatir (1980-2002), à propos de condamnation à mort de citoyens australiens, des effets d'une série télévisée d'ABC, *Embassy* ou d'un film australien, *Turtle Beach*, avec comme arrière fond, les demandes australiennes d'une intégration plus forte avec les nations de l'ASEAN.

⁸ La coalition gouvernementale a été réélue en 1998, 2001, et 2004 lors des élections législatives fédérales et John Howard se représente pour les élections de 2007, même si les sondages donnent gagnant son challenger travailliste Kevin Rudd.

LA GRENOUILLE AUSTRALIENNE, LE BŒUF AMERICAIN ET LA MARE ASIATIQUE

La volonté du premier ministre Howard de resserrer les liens avec les Etats-Unis a entraîné une nouvelle politique étrangère australienne. Le pays revenant au rôle de plus proche allié des Etats-Unis sur la scène internationale, les critiques y ont vus un retour à la politique de « *défense avancée* » (forward defense), ou l'Australie gère sa sécurité nationale en amont de son territoire, à l'intérieur d'une stratégie américaine globale. A partir de ce moment, toute la région du sud-est asiatique s'est sentie concernée par l'alliance australo-américaine et par la perception australienne sur ses propres menaces⁹.

En dépit de la diversité du Sud-est asiatique en matière de politique, religion ou passé colonial, certaines préoccupations apparaissent comme communes dans cet espace de sens, selon la définition de Zaki Laïdi¹⁰, désireux d'exprimer une identité collective singulière à des fins de différenciation identitaire, de pesée politique, de rationalisation économique, avec une *priorité absolue* accordée à l'intégrité territoriale, à la souveraineté nationale et à l'indépendance face à la crainte de l'hégémonie des puissances régionales¹¹. Si l'Australie n'a pas les moyens ni même les ambitions de Washington, préférant sa sécurité nationale à une supposée destinée manifeste, le *bushisme océanien* du premier ministre John Howard, a été souvent dénoncé autour de certaines déclarations australiennes utilisant le vocabulaire de Washington au sujet de l'environnement régional. L'arrogance est perçue lorsque « *le langage dominant méconnu comme tel, c'est-à-dire tacitement reconnu comme légitime, a vraiment l'air de ce qu'il est (...)* »¹².

Au cours d'une interview accordée au magazine the Bulletin, en 1999, Le premier ministre a laissé un journaliste évoquer le terme de shérif adjoint des Etats-Unis (*Deputy Sheriff*) pour présenter le rôle de l'Australie en Asie-Pacifique, « *Howard voit l'Australie comme une sorte d'adjoint du shérif américain* »¹³, et son ministre des affaires étrangères, Alexander Downer a repris le terme quelques mois plus tard, entraînant de fortes critiques de la part des pays du sud-est asiatique. Dans deux pays de la région, qui voyaient dans ce terme une offense pour leur propre indépendance, Malaisie et Philippines, l'ambassadeur australien a été convoqué pour explication. Mas c'est surtout le ministre des affaires étrangères indonésien qui évoqua le terme d'arrogance de la part de l'Australie, en dénonçant une volonté d'hégémonie occidentale dans la région.

Le 1^{er} décembre 2002, après les Attentats de Bali¹⁴, répondant à une question d'un journaliste sur sa réaction, à propos de son intérêt pour une défense préemptive, s'il savait qu'une organisation terroriste dans un pays voisin projetait une attaque sur le territoire australien, le premier ministre expliqua : « *si vous croyez que quelqu'un va lancer une attaque contre votre pays, conventionnelle ou terroriste, et si vous avez une capacité de l'arrêter et qu'il n'y a aucune autre façon de le faire, naturellement vous devriez agir* ». Il rajoute, « *tout premier ministre devrait le faire* »¹⁵. Cette doctrine controversée est apparu notamment dans les discours américain, après le 11 septembre 2001. Il est question pour un pays ayant les capacités techniques de la faire, de frapper d'abord à partir d'une menace émanant de la cible. La frappe *préemptive*, ou *autodéfense par anticipation*¹⁶ implique une stratégie légitimée par le seul pays se sentant menacée, ici l'Australie, et donc une menace pour la souveraineté de nombreux Etats de la région, notamment ceux qui ont une population musulmane, et qui sont présentés comme de possibles havres pour des terroristes islamistes.

Dès le lendemain, le lundi 2 décembre, des portes paroles des Philippines, de la Thaïlande, de la Malaisie et de l'Indonésie, tous les quatre ayant des accords de défense avec l'Australie, ont

⁹ Snyder Craig A., "Southern Asian Perceptions of Australia Foreign Policy", *Contemporary Southeast Asia*, Vol 28, Number 2, August 2006, pp 322-340.

¹⁰ Laïdi Zaki, « Introduction », in *Géopolitique du sens*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998, 373 p.

¹¹ L'ASEAN cherche à assurer son indépendance par rapport à la Chine ou à d'autres puissances régionales.

¹² Bourdieu Pierre, « Intervention au Congrès de l'AFEFE, 30 octobre 1977 », in *Questions de Sociologie*, Paris, Minuit, 1984, pp 95-112.

¹³ Cook Patrick, "Son of the Howard Doctrine", *Bulletin 117*, Number 6195, 2002.

¹⁴ Ces attentats ont tué 202 personnes, dont 88 australiens.

¹⁵ Australia Department of Prime Minister and Cabinet, 2002; "Transcript of the Prime Minister, Interview with Laurie Oakes", *Sunday, Channel 9*, 1 December. <http://www.pm.gov.au/news/interviews/2002/interview2015.htm>.

¹⁶ Noam Chomsky reprend la nuance entre les termes en préférant le deuxième au premier, puisque « *ce qu'ils pratiquent est en réalité "la guerre préventive", ou "autodéfense par anticipation", contre un danger potentiel ou imaginaire qui ne fait planer, en tout cas aucune menace immédiate* », in Chomsky Noam, *Les Etats manqués*, Paris, fayard, 2007, p115.



officiellement demandés des explications aux ambassades australiennes concernées en dénonçant une menace pour leur souveraineté et la coopération régionale contre le terrorisme. Le cœur de ces critiques semblait se situer autour du manque de respect de la part d'un pays développé motivé plus par une attitude arrogante, que par une menace immédiate. Le ministre des affaires étrangères malais Syed Hamid Albar a déclaré lors d'une conférence de presse « *Je pense que l'Australie doit imaginer qu'elle est une grande puissance ? En tout cas, ils veulent parler le langage des grandes puissances*¹⁷ ». Le responsable de la sécurité des Philippines, Roilo Golez a déclaré que « *la position prise par Howard est franchement arrogante*¹⁸ », que l'Australie montre « *des ambitions hégémoniques* » et qu'il réclamerait une révision du pacte bilatéral anti-terroriste actuellement en pourparlers avec les australiens. Preuve de l'impact négatif dans la région, même le gouvernement de Singapour, allié fidèle dans la région, par la voix de son premier ministre adjoint et ministre de la défense, Tony Tan, a précisé « *que l'usage de la force doit être soumis aux principes du droit international*¹⁹ ».

Une semaine plus tard, Howard est revenu en arrière en évoquant son respect pour l'Islam et en promettant que l'Australie ne prendra aucune mesure agressive contre ses voisins de l'ASEAN, mais comme l'évoquait Karl Thayer, professeur à l'*Australian Defence Force Academy*, au début de l'année 2003, la menace de première frappe restera dans les mémoires, alors que l'éloge de l'Islam sera vite oubliée.

C'est surtout l'enjeu de l'intégration régionale qui se pose à l'Australie. Alors que le ministre des affaires étrangères malaisien précisait « *s'ils parlent de cette façon, peut-être que nous aurons du mal à comprendre qu'ils veulent être une part de la communauté asiatique*²⁰ ». L'Australie a réveillé l'affront perçu au travers de l'utilisation de sheriff adjoint et de la doctrine des frappes préemptives, lors de son refus de signer le traité d'Amitié et de Coopération de l'ASEAN (TAC), sorte de pacte de non agression, en décembre 2004, lors du sommet de l'ASEAN au Laos, au nom de l'établissement de la Zone d'information maritime des 1000 miles nautiques.

Démontrant l'actualité des déclarations passées, le refus de signature fut rapproché de la doctrine préemptive et Marty Natalegawa, porte parole du ministère des affaires étrangères d'Indonésie relevait « *La meilleure façon pour l'Australie de faire disparaître les craintes concernant ses intentions sur les frappes préemptives était de signer le TAC*²¹ ». En 2005, au moment de la signature par l'Australie, après l'assurance de participer au Sommet de l'Asie Orientale, la presse asiatique évoqua à nouveau les expressions australiennes. Dans des pratiques diplomatiques au sein de l'ASEAN, les offenses rhétoriques australiennes et la possible ingérence contenue dans les propos, tendent à accréditer l'idée d'une altérité australienne dans son environnement régional en participant aux atteintes à la souveraineté nationale des pays voisins, par la menace, comme une sorte d'*ingérence discursive*. L'arrogance semble ici également dans l'inconstance australienne, une absence de loyauté qui consisterait à « *surprendre désagréablement ses interlocuteurs habituels*²² », pour reprendre les termes de F Charillon.

« WE ARE NOT FAILED ! »

Autre violence symbolique forte dans les pratiques discursives australiennes, et plus saillante car elle révèle les faiblesses des dominés : l'usage du terme d'Etat défaillant. Celui-ci dévoile une réelle offense à la sensibilité historique de certains de ses voisins océaniques en créant un écart entre l'image revendiquée et l'image renvoyé par les discours australiens. La définition classique de William Zartman présente comme *state failure* ou *state collapse*, une situation où « *la structure, l'autorité (ou pouvoir légitime), la loi et l'ordre ne sont plus efficaces et doivent être reconstruit sous une forme quelconque, ancienne ou nouvelle*²³ ». Devant la menace que ces Etats défaillants puissent devenir des havres pour les terroristes (approche assez ambiguë), et dans des perspectives de sécurité globale, ces Etats devraient

¹⁷ "Howard Outrages South-East Asian Nations", *Beijing Times*, 03 décembre 2002.

¹⁸ Idem.

¹⁹ Baguioro Luz, "Use of Force must be subject to International Law", *Straits Times of Singapour*, 12 décembre 2002.

²⁰ *Beijing Times* (2002), *ibidem*.

²¹ Burell Andrew, "Howard Pressed on Non-Agression Pact", *Australian Financial Review*, 29 novembre 2004.

²² Charillon Frédéric, "Peut-on choisir sa loyauté en politique étrangère", in Laroche Josepha, *La loyauté dans les Relations internationales*, Paris, L'harmattan, 2001, pp103-122.

²³ Zartman William, "Collapsed States : The disintegration and restoration of legitimate authority", London, Lynne Rienner, 1995.



être sécurisés. Si le discours australien reste emblématique de la communauté internationale en la matière, il porte en lui certaines spécificités : d'abord son utilisation pour des voisins proches, le rôle qu'il joue dans la politique régionale et surtout l'existence de résistance au sein du Forum des îles du Pacifique.

« *L'arc d'instabilité* » potentielle au nord de l'île continent et les *faiblesses* des voisins sont présents depuis longtemps dans les interventions diplomatiques entre Canberra et ses voisins, mais c'est l'intervention RAMSI aux îles Salomon au début de 2003, qui correspond à l'apparition du terme d'Etat défaillant dans le discours australien. Pour faire accepter l'intervention à son opinion publique et passer outre l'absence de résolution des Nations-Unies, Howard et Downer firent apparaître le terme « *Failed States* » dans le vocabulaire diplomatique australien. Chose nouvelle et sans précédent, même sur le Timor Oriental. Le ministre des affaires étrangères, Alexander Downer, utilisa le terme à partir de ce moment. En juin 2003, il évoque les Iles Salomon comme un danger potentiel pour l'Australie si « *elles devenaient un havre pour le trafic de drogue, le blanchiment d'argent, la mafia, ou peut-être les le terrorisme*²⁴ ». John Howard utilisa également le terme pour justifier l'intervention sans réelle critique de la part des voisins. Mais lorsque lors d'une interview avec le journaliste Kerry O'Brien, sur ABC, le 25 juin 2003, Howard utilisa des définitions proche de l'Etat défaillant pour présenter la PNG²⁵, classement sans précédent, ceci entraîna une réponse cinglante de Mickaël Somare sur l'arrogance australienne²⁶, dans un refus de légitimer un certain rapport de force inscrit dans le terme. Des rapports de Think Thanks australiens, le CIS (Center for Independent Studies) et de l'ASPI en 2004, demandant un interventionnisme plus conséquent en PNG, au nom du danger pour l'Australie, furent également condamnés par la PNG et le porte parole du gouvernement évoqua à nouveau le terme d'arrogance australienne, cette fois ci pour les centres de recherche. L'enjeu du terme va bien au-delà d'une simple joute verbale entre les deux pays puisqu'il participe d'un discours de stigmatisation de la PNG et met en jeu l'image internationale du pays et l'image du gouvernement à l'intérieur même du pays, au risque d'affaiblir sa situation. Le processus de négociation entre les deux pays pour un programme d'assistance de 800 M \$ AUS fut marqué par une forte violence verbale accompagné de menaces ou d'accusations diverses. Downer, au plus fort de la crise mettait en balance l'aide australienne et le risque de « *défaillance pour la PNG*²⁷ ». Alors que durant la phase de rapprochement, le terme disparaissait des discours australiens. L'offense rhétorique devenant instrument de pression diplomatique.

Une partie des pays du Pacifique, rejetèrent durant cette année 2004, l'utilisation du terme d'instabilité pour décrire l'ensemble de la région, le fameux « *arc d'instabilité* », ainsi le Vanuatu, Kiribati ou encore les Samoa. En effet, un interventionnisme au chevet d'une *région défaillante* paraît diplomatiquement plus acceptable qu'une ingérence dans les affaires de voisins aux pouvoirs régaliens.

Mais si le discours peut-être une pression pour l'Australie, l'utilisation du terme, forte auprès de l'opinion publique nationale comme internationale, peut se retourner contre son initiateur (effet boomerang). Ainsi le Timor Oriental en conflit avec l'Australie sur le partage des eaux territoriales de la mer de Timor, entre 2002 et 2004, utilisa le terme pour évoquer son propre destin s'il ne pouvait utiliser ces revenus du pétrole et du Gaz. Dans The Guardian, du 19 avril 2004, Xanana Gusmao, le président de Timor évoquait que « *sans ces ressources, le Timor oriental deviendrait un Etat défaillant, un autre Haïti, un autre Liberia, d'autres Salomon, et nous ne le voulons pas*²⁸ ». Downer accusa alors le président du Timor de « *faire une campagne anti australienne et d'abusait la communauté*

²⁴ Downer Alexander, « *Doorstop Interview, Parliament House* », DFAT Media Gateway, 10 juin 2003.

²⁵ Howard John, « *Interview with Kerry O'Brien, The 7.30 Report* », ABC, 25 juin 2003. <http://www.pm.gov.au/news/interviews/Interview382.html>.

²⁶ Somare Mickael, Statement on the Occasion of the State Dinner to mark 28 Years of Independence", Prime Minister's Media Releases. 18 septembre 2003.

<http://www.pm.gov.pg/pmsoffice/pmsoffice.nsf/0/73A722C2C2524C0A4A256DA5000B7272?OpenDocument>.

²⁷ Downer Alexander, « *Interview with John Laws, 2UE* » DFAT media Gateway, 19 septembre 2003. http://dfat.gov.au/media/transcripts/2003/030919_john_laws.html.

²⁸ Fickling David, « *Timorese Fury at Immoral Oil Grab* », The Guardian, 19 avril 2004., in Lamback Daniel, « *Security, Development and the Australian Security Discours about Failed States* », Australian Journal of Political Science, Vol 41, Number 3, Septembre 2006, pp407-418.

*internationale*²⁹ ». Downer, dans ce bras de fer avec le Timor écarta tout risque pour le pays et évoqua une manipulation. Mais selon plusieurs observateurs, le premier ministre trancha en 2006 en faveur du Timor pour éviter tout risque de défaillance et demanda à Downer de réduire les prétentions australiennes. Alors que le gouvernement australien évoquait le terme en annonçant l'obligation d'éviter toute défaillance dans son voisinage, il ne pouvait prendre de risque sur sa vitrine internationale : le Timor Oriental.

Nous avons vu que les termes étaient porteurs de violence symbolique, autour d'un usage apparemment maladroit, mais répété plusieurs fois, qui place l'interlocuteur dans une position subalterne et met en doute sa souveraineté. Toutes formes de mépris qui place l'Australie au ban de son environnement régional. Mais les paroles seules ne suffisent pas à expliquer l'évolution de l'image de l'Australie dans la pacifique Sud, et les actes surtout révèlent les inégalités politiques de cette aire géographique particulière, et les limites d'une certaine légitimité australienne à agir en niant l'existence de rapports de force.

LE GENDARME DU PACIFIQUE ET LA NOTION D'IMMUNITÉ

Pour reprendre l'approche de Kindelberger³⁰, Canberra se perçoit comme un stabilisateur dans le Pacifique, une puissance capable de mettre sur pied des institutions susceptibles de permettre un déroulement de l'économie régionale bénéfique à tout le monde. L'Australie et la Nouvelle-Zélande, utilisent l'organisation régionale, le Forum des Iles du Pacifique (FIP), pour peser sur la région, avec en ligne mire la réalisation du *plan Pacifique (Pacific Plan)*, qui cherche à réaliser une communauté économique et politique à l'horizon 2015.

A l'origine de la mission RAMSI, en 2003, Canberra s'est assurée d'une demande d'assistance votée par le parlement des Iles Salomon, d'une résolution du FIP et de la participation symbolique d'Etats du Pacifique autour de policiers fédéraux australiens, chargés de rétablir l'ordre, et d'une cinquantaine de fonctionnaires dans la plupart des ministères, et principalement aux finances. De même en PNG, lors du renforcement, à la fin de 2003, de l'ECP, Enhanced cooperation program (Programme de coopération augmenté pour éviter que l'aide économique soit détournée par la mauvaise gouvernance et la corruption), l'Australie ayant prévu d'envoyer 230 policiers et 64 civils pour renforcer la sécurité, superviser l'aide bilatérale et épauler la bureaucratie papoue. Ces deux missions devant servir de vitrine pour le gendarme australien et le futur Plan pacifique.

Mais cette hégémonie australienne révèle des frustrations importantes chez les voisins, qui, dans un environnement fragilisé, ne perçoivent plus la légitimité des décisions australiennes. Les formes de résistance à l'ingérence australienne dans les affaires internes des Etats insulaires du Pacifique sont des plus diverses, de l'usage exacerbé des moyens de la souveraineté, aux dénonciations, au nom d'une tradition de gouvernance, d'un certain mépris australien de cette même souveraineté. S'opposent alors deux légitimités. Selon Paul Ricoeur, « *s'affronte la morale et l'apologie des différences culturelles (...) c'est à cause de la violence qu'il faut passer de l'éthique à la morale (...) la règle formelle d'universalisation, crée des situations conflictuelles, dès lors que la prétention universaliste, interprétée par une certaine tradition qui ne s'avoue pas, se heurte au particularisme solidaire des contextes historiques et communautaires d'effectuation de ces mêmes règles*³¹ ».

La pratique des missions d'assistance dans le Pacifique Sud a posé problème dans les années suivant leur mise en route au nom de l'évolution des missions australiennes et de l'absence de cadre juridique à certaines pratiques. Entre temps, la légitimité australienne avait atteint ses limites, et l'arrogance était revenue au cœur des rapports entre le pays et ses voisins. Les formes de la mise sous tutelle furent dénoncées au nom d'un néo-colonialisme australien, l'arrogance du gendarme australien se reflétant dans sa volonté d'immunité et d'impunité. Ainsi, le 24 mars 2005, en transit à l'aéroport de Brisbane après une visite diplomatique en NZ, le premier ministre de Papouasie Nouvelle Guinée, Michael Somare s'est vu demandé d'enlever ses chaussures par un agent de sécurité, dans le cadre de la lutte anti

²⁹ Nichols Mark, « East Timor Could Become Failed State_Aid Agency », *San Diego Union Tribune* 19 mai 2004, in Lambach Daniel, AJPS, septembre 2006.

³⁰ Kindelberger Charles, *The World in depression, 1929-1939*, Berkeley, California University Press, 1973.

³¹ Ricoeur Paul, « Ethique et morale », in *Lectures I. Autour du politique*, Paris, Seuil, 1991, pp 23-26.

terroriste. Le lendemain, Mickaël Somare a annoncé à la télévision nationale de PNG, EM TV, qu'il considérait son traitement comme une insulte grave et qu'il ferait subir la même chose aux australiens, tandis que le plus gros tirage de Papouasie, Le quotidien *Post Courier*, titrait « *Disgraceful* » (honteux) à propos du comportement du grand voisin³². Le ministre des affaires étrangères, Rabbie Namaliu demanda des excuses le 28 et les médias australiens parlèrent alors d'« *affaire des Chaussures* » ou « *shoe incident* ». Même si la majorité des pays de la région apportèrent leur soutien à Somare, Alexander Downer refusa toute excuse pour ce type d'incident, à la surprise générale et déclara que lui-même se pliait aux fouilles car les australiens sont une nation égalitaire, toutefois sans répondre à la question concernant les fouilles lors des visites de Georges Bush en Australie. Le 31 mars et à nouveau le 1^{er} avril, Près de 1000 personnes ont manifesté dans les rues de Port Moresby, en direction des bâtiments du haut commissariat australien pour demander des excuses officielles au gouvernement australien et dénoncé le mépris australien pour leur voisin. Tandis que 7000 personnes défilaient à Lae, deuxième ville du pays.

Alexander Downer a indiqué le 10 avril devant la presse, à propos des manifestations : « *Regardez, vous voyez, vous devez comprendre que nous parlons de cultures différentes dans cette affaire. Une des caractéristiques de la culture australienne est que nous sommes violemment égalitaires. Une des caractéristiques de la culture papoue, et plus généralement mélanésienne, est qu'ils ont la notion de ce qu'ils appellent le grand homme (big man). Les leaders et les chefs sont dans cette catégorie. Alors, ils attendent un traitement spécial pour les gens qui tombent dans cette catégorie*³³ ». Ce discours a bien entendu réveillé toutes les critiques contre le néo-colonialisme australien, et a exacerbé les négociations alors en cours concernant l'ECP.

Deux mois plus tard, l'accord assurant l'immunité juridique à tous les policiers australiens sur le sol de Papouasie, exigé par l'Australie, fut remis en question. La cour suprême de PNG, plus haute instance juridique, jugea inconstitutionnelle l'immunité des policiers australiens au nom de la souveraineté nationale. Les 154 policiers déployés furent rapatriés immédiatement et l'aide en partie suspendue, tandis que les dirigeants de PNG critiquèrent cette décision brutale et dangereuse. Quelques jours avant, le 16 mai 2005, 14 policiers australiens avaient déjà été renvoyés de l'île de Bougainville après des élections amenant des autonomistes au pouvoir. Et ce type d'ultimatum australien avait déjà eu lieu en 2003 et 2004 au Vanuatu et à Nauru. Aux îles Salomon, également, la mission RAMSI, a connu un certain nombre de contestations en 2005 devant la multiplication des opérations *main propre*, de la part des policiers australiens, au nom de la bonne gouvernance, mais dans un flou juridique complet sur leurs actions. Que des Australiens soient au dessus des lois chez des voisins, cela fut perçu comme une atteinte à la souveraineté de ces Etats du Pacifique, d'autant que les réponses australiennes se résumaient à des menaces de suspension de l'aide bilatérale, outil classique de pression.

L'*affaire Julian Moti*, du nom d'un avocat australien ami du premier ministre salomonais, soupçonné d'abus sexuels sur mineur au Vanuatu dans les années 1990, a déclenché également, en 2006, une vague de protestation contre l'arrogance australienne. Alors qu'il était en Papouasie Nouvelle-Guinée, Son extradition demandée par l'Australie a été empêchée après que Moti se soit réfugié dans l'ambassade des Iles Salomon à Port Moresby et ait réussi à s'enfuir dans un avion militaire papou. L'Australie a alors décrété un gel des relations bilatérales avec les ministres de Papouasie Nouvelle Guinée et limité le montant d'une aide bilatérale de 600 M \$ AUS aux îles Salomon en attente d'une lutte plus efficace contre la corruption. La souveraineté même du pays a été niée, puisque des policiers australiens de l'opération RAMSI ont perquisitionné le bureau du premier ministre Manasseh Sogavare pour prendre des documents pouvant mener à Julian Moti. Tandis que John Howard, répondait maladroitement aux critiques des pays voisins : « *En cas ou quelqu'un aurait un doute, nous n'avons violé aucune souveraineté, et toute accusation que l'Australie aurait quelque chose à voir avec ce raid est fausse. Je pense que le commissaire de police avait un mandat local pour faire cela*³⁴ ».

Le 37^{ème} Sommet annuel du Forum des îles du Pacifique s'est ouvert en octobre 2006 dans une ambiance froide après que la Papouasie Nouvelle-Guinée et les îles Salomon aient critiqué le gouvernement Australien et présenté l'Australie comme « *terreur de la région et nation arrogante* ». Le

³² Editorial, "Disgraceful", *Post Courier*, 25 mars 2005.

³³ Downer Alexander, « *Doorstop Interview, Parliament House* », DFAT Media Gateway, 10 avril 2005.

³⁴ Idem.



Vanuatu et les Fidji se sont associés à ses critiques pour dénoncer l'intervention des policiers australiens dans le bureau de Manasseh Sogavare. Un groupe composé de ces quatre pays, le Melanesian Spearhead Group, s'est constitué pour dénoncer l'action du gouvernement de Canberra. Les critiques principales vinrent à nouveau du premier ministre de Papouasie Nouvelle-Guinée, interrogé par le journaliste Peter Lewis, sur ABC, le 24 octobre 2006 : « *Je pense que le respect de la souveraineté des nations est perdu* » et concernant les mesure australienne contre son pays : « *C'est une insulte, une véritable insulte pour moi, pour quelqu'un qui connaît les australiens depuis tant d'années, et le travail que nous avons réalisé depuis l'indépendance*³⁵ ».

L'arrogance australienne semble transpirer du manque de respect pour les formes de la souveraineté nationale des pays du Pacifique et l'Immunité/Impunité y apparaissent comme un enjeu réel de violence symbolique pour les micro-états du Pacifique. Ceci, révélant une vision de la région hors de toute décence diplomatique, de la pratique sur les territoires d'Etats souverains, biens qu'affaiblis, réclamant toute sorte d'exception, jusqu'à la négation des formes d'exception sur son territoire propre, au risque de d'exacerber les fiertés nationales. Pour une partie de la région, la domination économique de l'Australie semble permettre à Howard et à Downer d'humilier n'importe quel chef d'Etat de la région. Canberra utilise notamment ce type de pression pour établir un rapport de force au moment de certaines négociations, sur le pétrole avec le Timor oriental en 2004 ou sur l'ECP avec la PNG en 2005, pour imposer ses vues.

CONCLUSION : l'Arrogance est-elle un signe de puissance ?

Cette arrogance/ingérence australienne semble porteuse de conflits, souvent mineurs ou anecdotiques, mais symbole d'une certaine altérité australienne dans son environnement proche. Ici, l'usure de la légitimité de la domination australienne entraîne la perception d'une violence symbolique, ce qui montre les limites d'un certain *soft power* australien. Les pratiques australiennes sont perçues comme négation de la *praxis* diplomatique en multipliant les préjugés moraux envers des autres états sans recourir aux excuses, perçues comme un instrument délégitimant le rapport du faible au fort. Pourtant, l'Australie a perdu sa capacité à dissimuler tout rapport de force inhérent à ces choix politique et économiques dans la région. Ses légitimités étant mises en doute par ses voisins, d'une part au niveau de son alliance et des pratiques discursives américaines qui s'opposent au respect des souverainetés de la région Asie Pacifique, et d'autre part, au niveau de son leadership dans la région, sous caution tacite de la communauté internationale, qui est remis en cause par l'absence de mesure dans ses relations avec les nations pacifiques. L'accusation d'arrogance, dévoile le déni de légitimité d'un pays en marge des normes du multilatéralisme, lorsqu'il révèle sa volonté de puissance.

Plus largement, si ces exemples n'ont pas transformé la politique régionale, l'Australie étant devenue un partenaire majeur en Asie Pacifique et son aide économique essentielle à la survie d'une partie de l'Océanie, la violence symbolique pèse sur certaines évolutions. L'habitude d'une certaine *Subaltern Diplomacy*, en référence aux *Subaltern Studies*, depuis les années 1970, c'est-à-dire d'Etats insulaires mettant certaines de leur prérogatives entre les mains de Canberra a poussé l'Australie dans la théologie de la gouvernance, au risque de se couper des ses voisins, lorsque cette violence symbolique diplomatique, ce que Johan Galtung, évoque comme « *violence structurelle provoquée par les structures et institutions de la société internationale* », perd une partie de sa légitimité et n'est plus reconnue par tous. Ce que Somare présente ainsi « *Nous sommes des gens intelligents, pas simplement des individus que vous avait tirés de la jungle, et c'est pourtant l'impression que nous avons, surtout de la part de la presse australienne*³⁶ ».

Les offenses diplomatiques répétées semblent avoir un certain coût pour l'Australie Le choix des termes a longtemps affaibli la position australienne en Asie, et notamment sa possible intégration en Asie du Sud et de l'est. Selon, certains responsables, ces affaires auraient retardés des accords de libre échange de 2 ou 3 ans. Elles ont pu également nourrir un certain terrorisme contre les intérêts australiens, sur le modèle américain, ainsi à Bali en 2002 puis en 2005 ou contre l'Ambassade australienne à Jakarta en 2004. Dans le pacifique, les policiers australiens on été la cible de plusieurs attaques dans les pays ou ils sont déployés : 16 blessé aux IS lors des émeutes de 2006, une dizaine en PNG après l'affaire des

³⁵ Lewis Peter, « Australia Arrogant, says Somare », *ABC Report*, 24 octobre 2006.

³⁶ Lewis Peter, *ABC Radio Australia*, 27 octobre 2006.

chaussures, une vingtaine de morts au Timor la même année. Un coût que l'opinion australienne tend à trouver très élevé. Elles participent également à un recentrage de certains micro-états insulaires, vers la Nouvelle-Zélande d'une part, perçue comme beaucoup moins agressive, mais aussi vers la Chine qui devient un acteur de poids en Océanie, ne conditionnant pas son aide à un quelconque standard de gouvernance.